



NEWS

Immigration : En attendant Schmit **p. 3**
 Bio-Weinbau : Reine Kopfsache **S. 4**
 Nachhaltige Unterentwicklung : Mobility ... weak ! **S. 4**
 Efficacité du développement :
 La contribution des ONGD **p. 5**

REGARDS

Grüne Gemeinderäte : Kollege Trend **S. 6**
 Rentrée scolaire : Mondes parallèles **p. 8**
 Littérature : Miniatures animées **p. 10**
 Linke : « Kritik am realen Sozialismus wurde in
 der Kneipe geübt, nicht in den Gremien der KP » **S. 12**

DOSSIER OEKO-FOIRE

Offre d'électricité : Certifié vert **p. 15**
 Mobilité douce : Dépistage en bicyclette **S. 18**
 Saatgut : Landwirtschaft als Dienstleister
 der Industrie **S. 20**
 Arbeitsbedingungen : Das Schicksal
 der Atomnomaden **S. 26**

(Coverbild: Jessica Theis)

EDITORIAL

EUROPE EN CRISE

Sortie par le bas

Raymond Klein

**La crise de la dette n'en finit plus.
 Les scénarios catastrophe prennent
 le pas sur les plans de sauvetage.**

La Grèce sera-t-elle la « Lehman » de 2011 ? En septembre 2008, c'est le refus du gouvernement américain de sauver cette banque menacée de faillite qui avait déclenché la grande crise financière et économique dans laquelle nous patageons toujours. Ces jours-ci, face à la crise de la dette grecque, après des appels adressés à Bruxelles par la Chine et la Russie, voici que le secrétaire du trésor américain participe à un conseil Ecofin - du jamais vu !

C'est que les dirigeants européens, après avoir ébranlé durant deux ans la crédibilité politique et économique de la zone euro à coups d'hésitations, sont soupçonnés de vouloir « laisser tomber » la Grèce. Or, la mise en faillite d'un pays mineur pourrait, en s'étendant aux banques débiteuses et aux autres pays « fragiles », produire un effet d'avalanche qui ferait basculer l'économie mondiale de la crise vers la dépression.

Faut-il donc croiser les doigts en espérant que les pays du nord de l'Europe continueront à garantir un fonds de sauvetage européen toujours plus lourd et que les pays du sud continueront à s'imposer des plans d'austérité toujours plus pesants ? Les marchés seront peut-être apaisés, les puissances étrangères rassurées... Mais pour combien de temps ? Car, comme l'écrit Guillaume Duval dans le numéro de septembre d'Alternatives Économiques, « si l'ensemble de l'Europe applique la politique suivie en Allemagne dans les années 2000, la récession européenne est programmée ». La conciliation de la prudence budgétaire avec le sauvetage de l'euro n'aura été que temporaire : « La survie de la zone euro deviendra de plus en plus improbable malgré les progrès accomplis en matière de solidarité budgétaire. »

Y a-t-il des alternatives à cette « sortie par le bas » ? Clairement, une autre possibilité serait que la Grèce quitte la zone euro. Vu les réactions des marchés prévisibles, cela signifierait sans doute l'abandon de l'euro par les quatre pays les plus fragiles - ceux qu'on a méchamment nommés PIGS. Mais une telle « refonte » de l'Union monétaire ébranlerait fortement le projet de construction euro-

péen - et renforcerait encore le poids des adeptes de la néfaste « voie allemande ».

Selon le résultat des présidentielles de 2012, on peut aussi s'attendre à un clash franco-allemand sur le contenu de la « gouvernance économique européenne ». Un éclatement de la zone euro à l'initiative de la France conduirait à une monnaie - euro ou mark ? - ultra-stable, mais qui rappellerait étrangement l'époque du « Zollverein » du 19^e siècle. Les conséquences seraient sans doute désastreuses, en premier lieu pour l'Allemagne elle-même.

Mais la perspective de « se débarrasser » de l'euro, qui enchante une partie de la gauche d'Europe du Sud, est-elle si alléchante ? Dans un tel scénario, les pays lourdement endettés pourraient dévaluer pour relancer leurs exportations et leur économie, mais ils n'échapperaient pas à un rééquilibrage budgétaire. Des politiques d'austérité s'imposeraient d'autant plus à eux qu'ils se trouveraient seuls face aux marchés financiers. Sans même évoquer les défis globaux comme la protection du climat, cette variante de la « démondialisation » apparaîtrait comme peu prometteuse.

Si, au contraire, l'ensemble des pays européens se mettaient d'accord sur une politique de relance, ils auraient les moyens d'imposer leurs choix aux marchés. Régulation de la finance, harmonisation fiscale permettant d'assainir les budgets autrement que par les seules réductions de dépenses, inflation contrôlée accompagnant la croissance, tout cela est économiquement possible. Tout comme un consensus rapide sur la création des eurobonds permettrait de désamorcer les menaces sur les pays endettés, y compris l'Italie.

Politiquement, une telle « sortie par le haut » n'est pas seulement bloquée par des pays « profiteurs » comme l'Allemagne, le Royaume-Uni ou... le Luxembourg. A tous les niveaux de décision, des groupes politiques et économiques agissant pour leurs intérêts à court terme risquent d'empêcher des solutions collectivement bénéfiques. C'est bien le spectre d'une Europe en proie aux nationalismes, au chaos politique et à la récession économique qui constitue la principale incitation à un grand bond en avant vers plus de solidarité entre pays et citoyens européens.